

Crise de l'Etat et de la Nation en Algérie.

Larbi. Mehdi (l'Université d'Oran)

Introduction

Aujourd'hui, l'idée de l'Etat- nation est désormais une expérience qui appartient au passé. La « crise » que vit l'Union-Européenne actuellement est en réalité, une nouvelle étape historique exceptionnelle, que les européens préparent et organisent pour bien s'équiper avant de rentrer dans une nouvelle vie « Post-Nation ». En effet, le gouvernement politico-économique européen qui s'organise et commence à prendre forme n'est que le signe irréversible d'un nouveau « monde social européen » plus large et plus complexe que celui qu'a connue l'Europe pendant les siècles passés. Ce nouveau monde se réalisera quand les petites nations, considérées jusqu'à aujourd'hui comme les maillons faibles de l'Europe, participeront comme de vrais partenaires sociaux dans l'élaboration et la concrétisation de ce « Méga-monde » politico-économique et social.

Le XXIème et le XXIIème siècle ne reconnaîtra plus dans le futur proche les constellations politiques qui s'organisent en « Etat-nation » selon la conception classique, mais il s'identifiera aux gouvernements qui réussissent l'intégration de plusieurs nations afin de vivre ensemble. C'est une nouvelle conception du « social complexe » basée sur la philosophie-économique moderne de la « Globalisation ».

En revanche, les pays du sud et particulièrement l'Algérie, accumulent un retard incessant en matière d'organisation politique pour édifier leur projet de l' « Etat-nation ».

La société algérienne est en miette et les partis politiques officiels, censés réussir le travail de l'intégration politique, n'ont toujours pas trouvés la voie pour pouvoir rassembler ce qui est éparpillé.

Dans ce cas, si on mesure notre situation par rapport à l'Europe, le travail que souhaitent réaliser les partis politiques en Algérie appartient bel est bien au passé. Par contre, il est dans le même temps une étape nécessaire pour pouvoir s'inscrire dans le temps présent.

L'Algérie et la communication.

De ce fait, la crise de l'Algérie réside dans son « Etat ». Cet Etat, mal défini, a été toujours conçu et organisé loin de son âme et il n'a trouvé ni vie ni sens parce qu'on a jamais pensé sérieusement à greffer son âme dans son corps. L'Etat est une idée philosophique et économique. Elle a été conçue par l'homme « Sage et intellect » pour le but d'organiser sa vie dans le bas monde afin de réussir le projet de « vivre ensemble dans une communauté nationale ».

Les événements dans le monde contemporain ne permettent pas à l'Algérie de reproduire l'échec et les algériens (es) doivent s'impliquer davantage pour qu'ils soient visibles dans leur espace public. Ils doivent discuter librement, sereinement et avec une grande responsabilité sur la nature de l'Etat qu'ils souhaitent avoir afin d'intégrer leur « âme collectif » dans le corps de leur Etat pour lui donner la vie. C'est un travail difficile à accomplir mais nécessaire pour la sauvegarde de l'Algérie dans le nouveau monde.

Les algériens (es) ne se reconnaissent pas et la peur qui habite les corps et les esprits et très complexe et ne fait qu'aggraver les situations que ce soit sur le plan individuel ou collectif.

Les hommes qui ont le pouvoir en Algérie, eux aussi appartiennent à ce pays et ils sont appelés

à participer par une volonté politique afin d'ouvrir les débats sérieux et responsables dans les médias lourds. Cela va permettre aux algériens (es) de se retrouver et de se mettre face à face pour parler et se reconnaître. Ce débat est la seule clé qui peut éventuellement rebâtir la confiance et construire le lien sociétal. L'Algérie a besoin de ce lien pour se reconstruire et se préparer pour dépasser toutes les lacunes et le « vide » qui l'entoure. On ne peut prétendre appartenir au monde des humains alors qu'on n'arrive même pas à parler de nos vrais problèmes qui nous faussent la bonne voie pour s'instruire et se construire afin d'assumer nos responsabilités collectives vis-à-vis de notre pays et des générations futures.

Ouvrir les débats dans les médias lourds, ne veut pas dire créer des conflits et aggraver la situation. Au contraire, l'objectif c'est de trouver « ensemble » la voie qui nous éclaire la route pour mettre l'Algérie en avant et travaillons davantage pour qu'elle puisse avoir une place respectable et de s'honorer des efforts de ses enfants. Les médias lourds comme la télévision est un espace de communication qui diffuse de l'information, éduque la population pour se construire et s'organiser pour bien choisir ses représentants politiques.

Actuellement, la politique de fuite en avant n'aide pas l'Algérie à se mettre debout. Les solutions provisoires et les décisions préparées dans des cercles fermés comme de « boîte noir », loin du peuple, condamnent le pays et bloquent le jaillissement de la dynamique sociale et politique : « *On ne change pas une société par décret.* » 1

Dans cette situation, il me semble que l'explication et l'éclairage des devoirs et des obligations de chacun de nous envers le nouvel Etat est d'une importance inestimable pour l'avenir de l'Algérie. La discussion sur le droit de cet Etat et sa légitimité pour protéger les personnes, sans exception, dans leurs biens matériels et moraux est fondamentale parce que les algériens (es) savent qu'il y a eu un abus dans le fonctionnement des biens de l'Etat et de la société. Parler de cet abus quel qu'il soit permet à la cicatrisation des souffrances et le rétablissement des douleurs. L'objectif de ce travail vise la concrétisation du « pardon collectif ». C'est un processus qui contribuera à produire le sentiment collectif et national. Il se développera avec la participation collective dans l'élaboration et la mise en œuvre des nouvelles règles sociales, économiques et politiques pour réussir le décollage. Cette initiative produira automatiquement des partis politiques avec des vrais programmes qui

poseront véritablement les vrais problèmes et développeront une vie politique riche et fructifiant. C'est la nation algérienne qui se dégage des programmes politiques et c'est l'Etat qui se place au dessus de tous pour négocier sa place parmi les « gouvernements de la globalisation».

Conception sociologique du terme : Société.

Avant de se lancer dans le vif du sujet, il me semble intéressant d'expliquer au préalable la signification sociologique du mot « Société », pour faciliter la compréhension.

En effet, le terme « Société » qui veut dire en langue arabe « *El Moujtamàa* » est un concept sociologique. Il est le produit de la révolution industrielle et scientifique européenne. Bien qu'Ibn Khaldoun a pu théoriser au IXème siècle la différence entre « *El Moujtamàa El Badaoui* » et « *El Moujtamàa El Madani* », l'absence des techniques et des méthodes qui vont révolutionner la science entre le XVIII et le XIVème Siècle, ne lui ont pas permis d'aller plus loin pour saisir l'énigme réelle qui a fait la différence entre ces deux organisations sociales.

Aujourd'hui, bien que le terme société soit utilisé dans le langage quotidien et écrit dans les livres et dans les journaux, sa propre conception est loin d'être une réalité sociologique en Algérie.

A dire vrai, le terme société est apparu avec l'émergence et la construction d'un type d'organisation sociale et politique spécifique. Cette organisation est fondée exclusivement sur les statuts sociaux, acquis par les individus après un parcours scolaire et professionnel personnel. Ces derniers se reconnaissent et se distinguent entre eux par rapport aux rôles et aux fonctions qu'ils exercent. Ils seront désormais unis par un lien organique pour préserver et défendre leurs intérêts socioéconomiques. Le terme société désigne donc cette solidarité nouvelle, définie par G. Simmel comme étant un « Lien réfléchi » opposé au lien traditionnel qui façonne l'organisation sociale communautaire. Ainsi, la présence naturelle des êtres humains sur un territoire géographique déterminé, ne signifie pas que ce regroupement forme automatiquement une société.

Il y'a lieu de relever que les solidarités sociales qu'a connues l'humanité que ce soient celles fondées sur le lien familial, tribal, communautaire, religieux ou territorial... ne fonctionnaient pas pour produire fondamentalement la « Société ». Cependant, cela ne nous empêche pas de dire que ces liens, considérés comme des premiers « éléments » sociaux, que l'expérience humaine a pu produire, faisaient le travail de l'adaptation et de

la compréhension du milieu physique et social. C'est un processus social d'adaptation et d'accumulation de connaissance. La maîtrise des lois générales et la compréhension de leur fonctionnement a bouleversé les anciennes organisations sociales et leurs mode de fonctionnement et a produit une nouvelle situation générale qui nécessitait un nouveau lien social pour réorganiser à nouveau le monde social. C'est cette situation qui exige inévitablement que les anciens liens reculent afin de permettre au nouveau lien d'avoir sa place pour ordonner et arranger ce qui est désordonné dans la nouvelle situation sociale. Désormais, il n'y'a que ce nouveau lien social appelé « lien politique » qui a les moyens de réaliser une coordination pour planifier l'émergence de la société. Pour pouvoir réaliser ce projet, ce lien politique incite tous les individus, sans distinction et sans exception, de s'émanciper et d'être visibles grâce à leurs fonctions exercées strictement par leurs propres compétences. Les hommes écrit M. Godelier : « Ne vivent pas seulement en société comme des animaux sociaux, mais qu'ils produisent de la société pour vivre. » 2

En revanche, le recul des premiers liens sociaux ne signifie pas leur déperdition, mais une réorganisation rationnelle afin que les individus puissent paraître dans un nouvel espace pour

donner et recevoir. C'est une condition pour construire l'espace public et c'est l'échange de ces compétences, l'échange de leurs biens et de leurs services entre les hommes, dont la société en a besoin pour jeter les bases de sa propre construction.

Dans cette situation, les partis politiques deviennent indispensables pour accomplir cet ouvrage. Ils vont organiser les conflits qui vont surgir évidemment, entre les catégories sociales à cause de leurs situations économiques et matérielles différentes. Ces partis se transforment en organismes pour intégrer ces catégories sociales afin de leur permettre d'exprimer leurs problèmes et leurs avis sur les conditions de leurs vies et la manière par laquelle ces situations sont prises en charge par les pouvoirs publics. Dans cette phase de l'histoire sociale, les partis politiques deviennent des instruments fondamentaux pour l'achèvement de l'espace public et l'édification de la société civile. En effet, grâce à l'offre qu'ils proposent aux individus, toutes catégories confondues, pour acquérir le droit à la parole et à la participation aux débats publics, le processus de socialisation politique ne peut plus reculer, car la métamorphose des revendications opposées, en projet politique a déjà pris son chemin d'accomplissement.

Toutefois, ces actions ne qualifient pas les partis politiques à être uniquement des écoles d'apprentissage politique, mais des entreprises qui fabriquent des identités politiques collectives, que la société en a besoin pour fonder la « République ». Le projet républicain écrit Jean- Fabien. Spitz : « *Consiste à conférer une légitimité solide à un régime de libertés individuelles en montrant aux classes populaires que celui-ci pouvait prendre en compte leurs intérêts et que le libéralisme ne se réduisait pas à un marché qui les condamnait à la paupérisation. C'est un programme d'intégration sociale par la justice, fondé sur l'idée que la création de richesses rendue possible par l'indépendance des acteurs économiques est une œuvre collective.* » 3

Les partis politiques sont effectivement des organes qui accomplissent la formation de la société. Son évolution n'aura ni sens ni succès si les partis politiques n'accroissent pas les débats et ne développent pas les réflexions sur les questions d'intérêt public. Le but de ce travail est de construire un discours qui prend pour objet le mode de gestion des institutions publiques, les personnalités politiques, les différents pouvoirs de l'Etat. C'est donc un discours qui témoigne de la préoccupation de l'homme par rapport à la gestion de la cité.

Ce genre de discours n'est pas nouveau, il a vu le jour dans la Grèce classique et qui prit son essor dans la "Rome cicéronienne" à une époque où la parole publique était devenue un instrument de délibération et de persuasion juridique et politique. Le discours politique est définie cependant, comme un : « *Discours d'influence produit dans un monde social et dont le but est d'agir sur l'autre pour le faire agir, le faire penser, le faire croire.* »

Etant donné que le monde social produit des situations matérielles différentes et parfois injustes, le discours politique apparaît alors, comme un lieu de combat entre les citoyens et l'Etat, entre les forces politiques, entre l'Etat et les forces politiques. C'est par son biais que les citoyens tentent de définir et redéfinir la situation sociale et politique. Le discours n'est donc pas un objet concret offert à l'intuition, mais le résultat d'une construction. Ce processus particulier considère le discours politique comme une arme civile et pacifique. Il aboutira par la présentation des candidats potentiels aux élections, afin d'accéder au pouvoir pour couronner les objectifs des politiques générales arrêtées dans le débat public. C'est grâce à cette expérience que le « pouvoir » changera de forme et de contenu. Afin qu'il soit « légal » selon la conception webérienne, l'homme politique doit se

singulariser par la compétence comme qualité politique professionnelle, que les autres ne l'ont pas. Ce critère est exigé pour pouvoir articuler les revendications sociales en actions politiques. En l'absence de cette qualité intrinsèque toutes les formes de pouvoir qu'on peut imaginer peuvent apparaître pour exercer leur puissance et leur violence sur les populations.

La société vivra et grandira grâce à ce nouveau type de pouvoir. Il est en mouvement incessant et incite à la production des dynamiques sociales et politiques.

La société changera cependant et évoluera avec les nouvelles visions et les stratégies de gestions que les organisations politiques proposeront pour accompagner et encadrer les crises et les transformations générales.

L'Algérie a bien saisi l'événement d'octobre 1988 pour tenter de donner naissance à sa propre société. Paradoxalement, bien que le potentiel humain ait existé, les organismes politiques censés l'encadrer et l'accompagner n'ont développé aucune stratégie « managériale » pour réussir cette expérience. En effet, à aucun moment l'algérien ordinaire n'était pris en considération par ces partis politiques afin qu'il soit acteur pour participer dans le débat public, et faire valoir son sens de responsabilité pour promouvoir et préserver l'intérêt public.

Aujourd'hui, les partis politiques réitèrent la même pratique. Aucun effort n'est approvisionné pour s'intégrer dans la vie quotidienne du peuple. Les partis politiques n'ont pas investi l'environnement local pour s'imprégner de la population afin de s'enraciner et de construire avec elle une force sociale et politique réelle. Ils négligent davantage le monde social des algériens (es) alors que c'est lui qui constitue l'objet fondamental pour construire leurs discours politiques.

Il est vrai que l'Algérie souffre d'un système autoritaire et archaïque, mis en place par un coup de force à l'indépendance, mais, il n'en demeure pas moins que les partis politiques, admis à être organes réels de la société, n'ont rien fait pour qu'elle puisse affaiblir ce système autocratique qui infecte son corps social depuis. Dans ces conditions, les partis politiques ne se sont pas présentés comme antidote pour anéantir ce mal, par contre, ils l'on développés par leurs comportements et leurs discours « creux », non scrupuleux à la situation sociale et économique déplorable de la population.

Fonctionnement des partis politiques en Algérie.

L'étude du fonctionnement des partis politiques en Algérie est une thématique nécessaire parce

qu'elle permet de mesurer le degré de leur impact et de leur efficacité à mettre en place un système démocratique. De ce point de vue, la mission des partis politiques était d'éduquer et de former une population afin de se prendre en charge, grâce à une conscience politique collective, pour non seulement abolir l'autoritarisme politique, mais toutes les formes de l'archaïsme et de l'extrémisme.

Cette mission exige la préparation et l'élaboration d'un plan de travail pour réussir une mutation profonde et globale dans la société. Cette opération illustre clairement qu'un parti politique ne peut être une propriété privée ou un instrument qui peut être utilisé à des fins d'une personne ou d'un groupe restreint. Au contraire, il est un moyen mis à la disposition de la société pour intercepter les revendications populaires, afin qu'elles ne dégénèrent pas en situations incontrôlables.

A ce stade, le parti politique intervient par ses propres cellules de travail qui doivent être implantées sur le territoire du pays. Ce sont des branches locales qui activent toute l'année et leur présence sert à l'écoute de la population. Ces branches locales représentent la pièce maitresse du parti politique parce qu'elles interceptent les problèmes qu'affrontent les couches sociales et étudient les propositions

possibles avant de les transmettre à la centrale du parti.

Par conséquent, les couches sociales, tous corps confondus en Algérie, n'ont pas arrêtées de manifester dans les rues de toutes les villes, leurs exacerbations et leurs mécontentements du fonctionnement des politiques publiques, et aucun parti politique n'a pris la peine de s'impliquer pour non seulement marquer sa présence et sa visibilité dans un espace public en plein formation, mais aussi pour construire un discours politique sur la base des revendications collectives des couches qui représentent le visage du pays.

Dans ces conditions, si le parti politique n'assiste pas les populations dans leur malaise social et ne construit pas son programme et son discours politique sur la base des problèmes socioéconomiques et culturels de ces couches sociales, à quoi sert-il donc ?

Avons-nous défini le rôle et la fonction d'un parti politique ? Avons-nous réellement compris le travail d'un parti politique ?

La négligence de ces questions qui paraissent simple et l'absence des réponses objectives ont vidé le projet démocratique de son sens.

Notre « Patrie » souffre des hommes incompetents qui n'ont pas appris ce que c'est « l'éthique » de la responsabilité. Au lieu de se pencher sur des vrais problèmes comme la

nature et la situation du travail, Le problème du chômage, l'école et l'éducation, l'université, la santé, l'entreprise et la corruption qui gangrène dans les hautes sphères de l'Etat....., et réfléchir à l'aide des études de recherches et des expertises pour proposer des solutions possibles et objectives, ces hommes nous ont entraînés par ignorance ou par calcul, dans des débats confus et sans issues, dont aucune nation n'a réussi à trouver les moyens pour formuler de vraies réponses.

En effet, depuis 1990, le contenu du programme des partis politiques bascule en réalité, entre deux questions principales qui compliquent d'avantages notre vie sociale, que ce soit au niveau des membres de la famille ou bien, au niveau des algériens (es) entre eux. Ces deux principales questions tournent autour de :

Islamiste et **Démocrate**. L'islamisme construit l'identité religieuse qui s'oppose incontestablement à l'identité politique. Par contre la démocratie comme processus historique n'a pas trouvé encore les structures sociales nécessaires pour naître en Algérie. A propos de l'islamisme, il est à se demander écrit L. Addi : « *s'il est d'abord un mouvement religieux avec un objectif politique ou un mouvement politique utilisant la religion à des fins de mobilisation.....L'islam est un langage et une ressource politique utilisés par les uns et les*

autres pour légitimer ou contester un ordre politique, mais l'erreur à éviter est de le prendre pour un acteur politique institutionnel avec sa cohérence et sa rationalité...L'islam n'est donc pas un acteur politique rationnel et cohérent, mais il est une pratique discursive que des protagonistes de camps opposés utilisent pour défendre des positions politiques renvoyant à leurs intérêts respectifs. »4

Par ailleurs, force est de constater que ces deux questions ont poussés les algériens à s'entretuer plus qu'à s'entraider, à se diviser plus qu'à s'unir, à se haïr plus qu'à se respecter et à s'aimer. Bien qu'ils vivent dans un même pays et endurent les mêmes problèmes, l'imbrication de ces questions entre eux a produit une dualité négative qui les a redéfinis en « Eux » et « Nous ». Cette classification bipolaire cache en réalité la signification du « Croyant » et « Mécréant », insignifiante à leurs problèmes socioéconomiques et politiques.

La cohésion national ne se décide pas par des grands discours mais par « l'agir humain partagé. » explique l'anthropologue Dounia Bouzar.

Les responsables des partis politiques, toutes tendances confondues, font ils le bilan de ce passé douloureux. Retiennent-ils des leçons ? Réalisent-ils leur responsabilité envers ce pays

qui se dégrade continuellement ? Veulent t-ils réellement récupérer l'Algérie pour qu'elle puisse accueillir tous les algériens (es) ? Ne sont ils pas déjà contaminés par l'envi de remplacer les anciens bourreaux, afin de maintenir le statu quo ?

En vérité, le bilan de ces partis politique est négatif parce que leur présence a divisé les algériens (es) et a fragilisé davantage la formation de la société. Au lieu d'investir le budget que le trésor public verse dans les comptes de ces organismes pour les activités comme la formation des cadres militants , l'éducation politique et les autres charges que certaines études exigent pour l'élaboration d'un discours, apte à faire la distinction sociale entre les populations et d'expliquer les réalités sociales différentes et complexes, les hommes puissants de ces parties ne cessent de répéter les mêmes paroles, à savoir la solution des problèmes des algériens (es) est dans l'Islam, contre les autres qui disent que la solution est dans la Démocratie.

En face des actes comme l'immolation des jeunes et le phénomène d'el harga, qu'elles solution immédiates apportent les paroles sur l'Islam ou bien celles, de la démocratie ?

Il est temps de dire que la « Politique » est une science comme la médecine et les mathématiques. Elle nécessite des compétences

et des études appliquées pour soulever les maladies qui affectent et affaiblissent le corps social à cause des problèmes éducationnels, moraux et matériels, dont partagent pratiquement la majorité de la population algérienne.

Etant donné que ce travail n'a aucune place et aucun sens en Algérie, que fait l'homme politique alors ? Active t-il pour rendre l'Algérie aux algériens(es) ?

Que font les hommes de la politique pour l'Algérie pour que, eux, soient à l'abri de la misère sociale grâce à ses propres ressources naturelles alors que d'autres algériens (es) comme eux, aussi, ne soient pas protégés de cette situation ? Quel travail et quel effort fournissent ces hommes politiques pour recevoir des rémunérations colossales ? Quelle différence y'a-t-il entre ces hommes politiques et les algériens qui ne travaillent pas ? Quelle morale religieuse ou humaine accepte ce fait ?

Ces hommes politiques sont-ils réellement convaincus d'une cause porteuse d'idéologie ? Sont-ils capables d'apporter des réponses techniques par rapport aux besoins des populations ?

Ce qui est certain c'est que la majorité qui se prétend être des activistes dans des parties politiques ne connaît pas si leurs partis ont-ils réellement un fil conducteur qui fixe une

idéologie particulière. Certains d'entre eux souffrent d'un déficit intellectuel et ne savent pas la définition exacte de ce que c'est le socialisme, le capitalisme, le libéralisme ou le communisme. Ce déficit de formation idéologique explique le comportement de certains qui migrent d'un parti à un autre en fonction de leurs propres intérêts.

Les partis politiques d'aujourd'hui, n'ont pas de programme politique parce qu'aucun d'entre eux ne présente l'avis de son parti et non pas son avis, sur la crise qui frappe l'éducation et la scolarité. Quelle proposition le parti argumente pour sortir de cette crise ? Aucun parti ne parle du chômage et de l'exclusion et aucun ne développe un argumentaire vrai et possible pour adoucir cette situation. Beaucoup d'autres questions sociales et économiques sont posées au peuple algérien et aucun parti ne peut avoir le mérite d'être désigné par un « praticien de la politique »

Pour finir, je dois dire que la grande crainte viendra avec les nouvelles stratégies des partis politiques qui vont bousculer les anciens, et nous en sommes loin pour savoir à quelle vitesse peuvent-ils aller pour diviser ce qui est déjà divisé ?

Références bibliographiques :

1) ALAIN SORAL, 2011, COMPRENDRE L'EMPIRE : DEMAIN LA GOUVERNANCE GLOBALE OU LA REVOLTE DES NATIONS. ESSAI, EDT BLANCHE, PARIS

2) Bertrand Badie, 1998, l'analyse des partis politiques en monde musulman : la crise des paradigmes universels, in Meny, Idéologies, partis et groupes sociaux, Presse de la FNSP, Paris

3) Jean-Fabien Spitz, Entretien établi par le journaliste Sylvain Bourmeau, Liberté, Vendredi 27 janvier 2012. N° 9552. Il est à rappeler que J-F, Spitz est professeur de philosophie et auteur d'un ouvrage intitulé : Le moment républicain, 2005, Gallimard, France

4) Lahouari Addi, Pluralisme politique et islam dans le monde arabe » Pouvoirs, 2003/ 1 N° 104, Paris

5) Maurice Godelier, 2007, Au fondement des sociétés humaines : Ce que nous apprend l'anthropologie, Albin Michel, Paris

- 6) Mohamed Hachmaoui, 2003, La représentation politique en Algérie entre méditation clientélaire et prédation, Revue française de science politique, février, p, 35, 72, Paris
- 7) MICHEL. CROZIER, 1970. *La société bloquée*, Seuil, Paris
- 8) Omar Benbekhti, 2005, Etat, entreprise et le management en Algérie, Edt, Dar El Gharb, Oran
- 9) Vincent Darracq, 2008, Dans le parti, dans le quartier : Les branches locales de l'African national Congress (ANC), Revue du tiers-monde, décembre, N° 196, octobre, p, 782